

## Séance 1 : Conditionner et punir

# Gouverner la critique du projet Cigeo

L'acceptation sociale de l'industrie nucléaire est un sujet vaste et très peu documenté. C'est pourtant l'un des leviers que l'État a mis en œuvre afin d'anticiper les craintes pour limiter la perception négative qu'en aurait la population. L'objectif consistait aussi à vouloir « domestiquer » les groupes anti-nucléaires pour déjouer leur légitimité<sup>1</sup>.

Le rôle des sciences sociales dans le conditionnement de l'opinion s'illustre avec la création en 1967, au sein de l'école des Mines de Paris (la petite fabrique des ingénieurs du nucléaire) d'un Centre de sociologie de l'innovation<sup>2</sup>. Destiné à analyser et influencer les rouages de l'acceptation sociale du « progrès » technique en général, il a, en premier lieu, servi les intérêts de l'industrie nucléaire. EDF constitue une équipe de sociologues dès 1972 pour investir ce domaine et l'année suivante la compagnie nationale s'allie au CEA pour monter un « bureau d'études », le CEPN (Centre d'évaluation de la protection nucléaire), pour exercer le même travail de sappe autour de la « perception du risque ».

À signaler, deux « programmes » qui en sont issus, élaborés après la catastrophe de Tchernobyl et réutilisés après celle de Fukushima : Ethos et Sage. Deux dispositifs destinés à accoutumer les populations à vivre durablement en zone contaminée et à « apprivoiser » la radioactivité<sup>3</sup>. À noter qu'une société française, Mutadis Consultants, y a joué un grand rôle<sup>4</sup> – et elle a participé à diverses études internationales avec l'Andra sur les déchets nucléaires<sup>5</sup>.

Dans les années 80, arrivée de la gauche au pouvoir et accident de Tchernobyl aidant, les groupes antinucléaires sont sollicités pour participer à une forme d'« expertise pluraliste », avant-goût de la mode « participative » des années 2000. Cela conduira à

---

1 Le livre de Sezin Topçu, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée* (Seuil, 2013) donne de nombreuses pistes sur cette question. Lire ici cette [recension de septembre 2013](#).

2 Cf <http://www.csi.mines-paristech.fr/>.

3 Cf le site édité par le bureau d'études CEPN (CEA/EDF) : <https://ethos.cepn.asso.fr>. Lire aussi Le Monde, « [Leçons de survie à la radioactivité en Biélorussie](#) », 16/03/2005.

4 Mutadis Consultants, « [Situations post-accidentelles](#) ».

5 Programme Joprad (Joint Programming on Radioactive Waste Disposal), mené par dix partenaires de cinq pays, dirigé par l'Andra, dont le CNRS et l'IRSN.

dépolitiser l'essentiel de la lutte antinucléaire, amorçant une rupture avec les motivations anticapitalistes des années 70. Tout en laissant la place à une contre-expertise indépendante (associations Criirad, Acro, etc.) qui rempli encore aujourd'hui un rôle déterminant pour rompre le monopole d'État sur le sujet.

Autre exemple de dispositif de « diversion » qui découle de ces travaux en sciences sociales : la Commission nationale du débat public (CNDP). Créée en 1995 pour légitimer la destruction de l'environnement causée par les projets d'aménagement (transports, énergie, urbanisme, etc.), elle distille dans l'opinion une illusion de « dialogue » et de « concertation ». On parle alors de « forums hybrides », où la parole du public, sur le papier, semble côtoyer celle des experts et des décideurs. Participer, c'est accepter : ces dispositifs permettent de faire mieux avaler la pilule. Elle n'en est pas moins amère, c'est notre perception de l'amertume qui s'en trouve édulcorée. Le projet d'enfouissement de l'Andra a fait l'objet de deux « débats publics » à la sauce CNDP, en 2005 et 2013. Le premier a démontré la forte hostilité des participants à l'enfouissement géologique profond. C'est pourtant cette solution qui sera avalisée dans la loi de 2006. D'où le refus des principaux opposants de participer au second de 2013 (boycott et forte perturbation des réunions publiques)<sup>6</sup>.

## Investir le territoire

D'abord, deux mécanismes fondamentaux ont été déployés pour coloniser les territoires autant que les consciences : les « fonds d'accompagnement » et les acquisitions foncières.

Deux Groupements d'intérêt public (GIP) sont créés en 2000 en Meuse et en Haute-Marne<sup>7</sup>, avant même que l'on parle de Cigeo (terme apparu dans la loi de 2006). Les sommes déversées dépasseront 800 ME fin 2019. La manne a même débuté en Meuse dès le milieu des années 90. En y ajoutant les fonds investis par la seule compagnie EDF, on parvient au chiffre astronomique de 1,1 milliard<sup>8</sup>.

Quant à la colonisation foncière, en 2015 l'Andra avait la main, directement ou grâce aux réserves des SAFER<sup>9</sup>, environ 3100 Ha, dont 2000 de forêts, le reste en terres

---

6 Sortir du nucléaire, [Quand le "débat public" sur Cigéo tourne au fiasco](#), novembre 2013.

7 Cf <https://www.objectifmeuse.org> et <http://www.gip-haute-marne.fr/>.

8 Basta !, [Un milliard d'euros ont été dépensés pour rendre « socialement acceptable » l'enfouissement de déchets nucléaires \(27/03/2018\)](#) ; [Dans la Meuse, l'affectation douteuse de plusieurs millions d'euros issus de la « cagnotte » nucléaire Cigéo \(26/10/2018\)](#).

agricoles<sup>10</sup>. Alors que le projet Cigeo n'aurait besoin que de 600 Ha. Cette boulimie foncière a permis d'une part de rendre visible et incontournable la présence de l'Andra sur les territoires. Et d'autre part de connaître sur le bout des doigts tous les propriétaires terriens concernés par l'emprise de Cigeo. Ils ont été démarchés un par un pour racheter leurs terres au prix fort (deux fois la moyenne des prix dans la région). Au point d'avoir fiché chaque proprio selon leur opinion vis à vis du projet<sup>11</sup>.

Par ailleurs, plus discrètement, ce patrimoine foncier a été utilisé à des fins d'influence politique, voire mafieuse. En Haute-Marne, l'Andra a acheté et entretenu, dans une opacité rarement observée de la part d'un organisme d'État, le domaine de la forêt de Baudray (260 Ha). Acquis en 2013 pour 1,6 ME, il a été entièrement rénové et aménagé pour organiser des parties de chasses privées entre notables pour les seuls besoins du rayonnement politique de l'Andra. Une fois ces faits éventés dans la presse, le domaine a été revendu tout aussi discrètement pour environ 2 ME (soit une légère décote compte tenu des frais de restauration et d'entretien pendant cinq ans)<sup>12</sup>.

## Coloniser les jeunes cerveaux

La direction de la communication de l'Andra s'appelle aussi « ... *et du dialogue avec la société* » (<https://dialogue.Andra.fr>). Elle a déployé ses tentacules dans plusieurs directions, et met l'essentiel de ses ressources en Meuse/Haute-Marne.

- Une stratégie de propagande puissante : depuis 1995, elle a édité plusieurs revues grand-public (Plein jour, La lettre de l'Andra, La vie du labo...), et en 2000 édite trois éditions différentes du mensuel « Le Journal de l'Andra ». Celle de l'édition Meuse dispose d'un tirage moyen de 200.000 exemplaires.

- Un budget « parrainage » de 350.000€/an (dons aux associations, festivals, municipalités, écoles...), dont 50 % sont dépensés en Meuse/Haute-Marne ;

---

9 Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, structures régionales habilités à gérer et « mettre en valeur » le foncier agricole.

10 Lire la brochure [Etat des lieux de l'appropriation foncière de l'ANDRA à Bure](#), Vmc.camp, mars 2016.

11 Les Monstres de Cigeo, [L'Andra fiche les habitant.e.s de Bure comme « maîtrisé », « maîtrisable » ou « difficile à maîtriser »](#), 5/07/2018.

12 Lelanceur.fr, [Les chasses gardées du croque-mort du nucléaire](#) (24/02/2017) ; [Les étranges aventures immobilières de l'agence des déchets nucléaires](#) (9/02/2018).

Ses opérations de propagande visent en premier lieu les enfants et adolescents. Par exemple :

- Chaque élève scolarisé de la région fait au moins une visite du labo de Bure chaque année ;
- Partenariat avec le groupe Play Bac : numéro spécial du quotidien des ados *L'Actu* (publi-reportages de « vulgarisation » sur les déchets nucléaires) tiré à des centaines de milliers d'exemplaires (2010, réédition 2017<sup>13</sup>), et diffusé dans tous les collèges/lycées du Grand Est ; Play Bac édite aussi une version de la série de quizz pour enfants « Les incollables » sur la radioactivité ;
- Partenariat avec la revue Uzbek&Rica pour éditer le site Lesarpenteurs.fr, « *le média des générations futures* », qui consacre régulièrement des dossiers dithyrambiques sur le cœur de cible de l'Andra ainsi que des portraits élogieux sur ses communicants<sup>14</sup> ;
- Vulgarisation « scientifique » : une expo au Palais de la Découverte en 2014 (avec Homer Simson en guest star<sup>15</sup>), et en Meuse trois dispositifs permanents (centre d'exposition dans le labo, Ecotèque et centre technologique)<sup>16</sup> ;
- Recrutement de « youtubeurs » pour « vendre » Cigeo aux jeunes urbains connectés (vidéos payées et défrayées par l'Andra)<sup>17</sup> ;
- Concours de courts métrages ou de projets dits « artistiques » autour de l'aspect « mémoire » du projet<sup>18</sup>.

## Cibler l'opinion

L'Andra a organisé en juin 2017 une « *opération porte à porte afin d'échanger sur le projet Cigéo avec les riverains de son centre en Meuse/Haute-Marne* ». En moins de dix

13 Édition 2017 : <https://www.andra.fr/sites/default/files/2018-01/591-1.pdf>.

14 En Une ce 28/11/2018 : « [Les déchets nucléaires sont l'affaire de tous](#) ».

15 « La radioactivité, de Homer à Oppenheimer », cf <https://www.andra.fr/la-radioactivite-de-homer-oppenheimer>.

16 Cf <https://meusehautemarne.andra.fr/visiter/les-expositions-temporaires>

17 Cf Simon Puesh, Anonimal ou Dave Sheik. Exemple : [Qu'est-ce-qu'il y a après le nucléaire ?](#) (20/07/2018).

18 Cf [Concours « Regards sur les déchets radioactifs »](#) (2018) ; [Des œuvres d'art et de mémoire](#) (21/08/2018)

jours, « 18 ambassadeurs mobilisés ont sillonné 45 communes et rencontré plus de 2 674 ménages ». Chaque sondeur a donc du visiter 16 ménages par jour en moyenne.

Conclusions livrées dans un communiqué :

Parmi les riverains rencontrés, 33% sont favorables au projet, 35,1% sont neutres ou indifférents et seuls 18,8% se sont dit explicitement défavorables au projet Cigéo.

Pour 13,1% des riverains rencontrés, l'ambassadeur n'était pas en mesure de définir leur avis à propos de Cigéo. Les riverains les plus informés et les plus proches sont également les plus favorables.

Un autre enseignement de la campagne est la remontée des sujets d'interrogations ou d'inquiétude exprimés par les riverains au sujet du projet Cigéo. Parmi ceux qui reviennent le plus souvent : les risques inhérents au projet, les liens faits avec la poursuite du nucléaire mais également une certaine exaspération face aux comportements d'une partie des opposants nouvellement arrivés sur le territoire et au climat de tension qui en découle.<sup>19</sup>

Contacté par un journaliste, l'Andra a refusé de communiquer de plus amples détails sur les résultats statistiques de la consultation. À signaler que cette opération a été organisée grâce à un contrat passé avec la société Liegey Muller Pons, « *un cabinet spécialisé dans les campagnes de communication innovantes* ». Société connue aussi pour son expertise en matière de *big data* et de marketing politique, prestataire de la campagne électorale du candidat Macron en 2017<sup>20</sup>.

## Gouverner la critique

De nombreux comités d'experts ont été créés par l'Andra pour asseoir son projet et manœuvrer les contestations. On peut citer le Comité d'orientation et de suivi du Laboratoire souterrain (COS), le Comité d'orientation et de suivi de l'Observatoire pérenne de l'environnement (COS-OPE), et surtout le Comité d'expertise et de suivi de la démarche d'information et de consultation (COESDIC).

Ce dernier, créé en 2007, est un conclave de quatre personnes, qui fut présidé pendant dix ans par un des piliers du Centre de sociologie de l'innovation de Mines ParisTech, Michel Callon. Cet expert a participé au concept des fameux « forums hybrides » dans un ouvrage de 2001<sup>21</sup>. Les rapports annuels du COESDIC publiés par

19 [Communiqué Andra](#) du 31/08/2017 ; Journal de l'Andra (Meuse), automne 2017, p. 6.

20 *Capital*, « [LMP, la start-up qui a aidé Macron à gagner](#) », 25/04/2017.

21 Yannick Barthe, Michel Callon, Pierre Lascoumes, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Seuil, 2001.

l'Andra sont minimalistes<sup>22</sup>, laissant peu d'indices pour analyser son influence réelle. Le comité avait notamment prévenu l'Andra des risques de perturbations du second débat public de 2013, insistant sur « *les limites de la méthode mise en œuvre par la CNDP, notamment lorsque les projets en cause sont technologiquement complexes* ». <sup>23</sup>

Son rapport 2014 offre un passage intéressant sur le rôle de la sociologie au sein de l'Andra :

S'agissant du rôle des Sciences humaines et sociales (SHS) à l'Andra, on est passé d'une situation où elles étaient sollicitées essentiellement pour faciliter l'acceptabilité sociale des projets – ce qui intéresse très peu les chercheurs du domaine – à une démarche plus satisfaisante pour ces derniers et qui vise à trouver des sujets d'intérêt commun pour eux et pour l'Andra (...). Les différentes disciplines des SHS susceptibles d'être concernées n'étant pas représentées au sein du Conseil scientifique, la solution a été de faire jouer au Coesdic un rôle d'articulation entre l'Andra et le groupement de laboratoires.

En 2012, le Comité a rédigé un avis sur la « gouvernance » de l'Andra, en suggérant « *la création d'un comité économique, éthique et social* ». Avec cet argument : « *cette structure de gouvernance, ouverte à la société civile, assurera que l'ANDRA soit attentive à sa réputation ainsi qu'à sa capacité d'instaurer et de maintenir un climat de confiance autour du projet Cigéo.* »<sup>24</sup> En décembre 2016 voit ainsi le jour le « comité Éthique et société », composé de dix membres, dont un doctorant de l'EHESS, très loin néanmoins de représenter des membres de la « société civile »<sup>25</sup>.

Enfin, le comité a été à l'origine d'un colloque qui s'est tenu fin 2016, consacré à la « *Gouvernance des incertitudes dans les techno-sciences et les méga-projets* »<sup>26</sup> (sic), comme un écho aux travaux de Michel Callon.

---

22 Les rapports d'activités de 2008 à 2017 sont tous publiés sur [cette page du site de l'Andra](#) (consulté en janvier 2019).

23 Cf rapport d'activités 2014.

24 « Contribution du COESDIC aux réflexions sur la gouvernance du projet Cigéo de l'ANDRA », Coesdic, 21/06/2012, [document publié sur cette page](#).

25 Surtout des universitaires (sociologue, philosophe, juriste, chimiste...), un représentant des salariés, mais aussi le député Bouillon, actuel président du CA de l'Andra... Cf la page [Comité éthique et société](#) et [sa composition en juillet 2018](#). Lors de la création de ce comité, l'actuelle ministre Agnès Buzyn, en tant que cheffe de la Haute Autorité de Santé, en faisait partie.

26 *Proving Futures and Governing Uncertainties in Technosciences and Megaprojects*, Maison de la chimie, Paris, 12-14 décembre 2016.